

ANALYSE D'OUVRAGE

Gaëlle Monteiller*

A propos du livre :

LA FRANCE QUI TOMBE**

de Nicolas BAVEREZ

Depuis le XIX^e siècle, la France traverse une alternance chronique de périodes de déclin et de phases de redressement, habitée par un conservatisme puissant hérité de la primauté absolue donnée au politique par la Révolution de 1789. Ce conservatisme se traduit notamment par une très grande difficulté à s'adapter aux grandes transformations géopolitiques et économiques mondiales.

Le pays a longtemps fait preuve d'un dynamisme technologique et scientifique de premier plan, à l'origine de nombreuses inventions fondamentales qui auraient dû permettre au pays d'asseoir une certaine suprématie économique. Et pourtant cette capacité remarquable d'innovation était dès la fin du XIX^e siècle stérilisée par la priorité absolue donnée à la stabilité sociale et politique, soutenue par le monde rural.

Encore aujourd'hui, en 2003, la France est le dernier des pays développés à n'avoir pas complètement surmonté la crise des années. La récession des chocs pétroliers a pris à revers une économie administrée en voie d'ouverture et de réorganisation. Ainsi, la France est actuellement plongée dans les transformations radicales du XXI^e siècle sans avoir résorbé les séquelles du siècle précédent.

* Directeur du développement durable, groupe Lafarge.

** Editeur : Perrin ; Collection : Tempus ; 2003.

Dans les années 1990, qui ont vu l'achèvement du cycle idéologique révolutionnaire et de l'affrontement historique des démocraties contre les régimes totalitaires, la plupart des pays ont entrepris de repenser leur positionnement diplomatique et stratégique, d'adapter leurs politiques économiques et sociales aux nouvelles données du monde. Face à l'accélération des bouleversements mondiaux, les scandales boursiers, les attentats du 11 septembre, seule la France a choisi l'immobilisme, s'accrochant à des repères historiques et culturels dépassés tels que la dissuasion nucléaire, le service public à la française, l'euro fort ou l'exception française. Un tel « autisme » de la classe politique française explique la montée des extrémismes, la crise des institutions, exprimés violemment par le choc politique du premier tour des élections présidentielles de 2002. Pourtant, malgré cet appel manifeste des Français pour un changement radical, le Président et son gouvernement n'ont pas saisi cette opportunité pour agir au cœur des institutions, conduisant ainsi le pays inexorablement vers un isolement diplomatique et un blocage économique et social.

Par son refus du changement, la France apparaît de plus en plus comme le maillon faible de l'Europe et l'on peut s'interroger sur les capacités du pays à adopter enfin une stratégie de modernisation radicale alternative.

Le monde vit indéniablement aujourd'hui de grands bouleversements, conséquences des événements majeurs du siècle dernier : chocs pétroliers, fin de la guerre froide et mondialisation de l'économie, retournement et montée des extrémismes religieux. Les attentats du 11 septembre ont montré la profondeur de ces changements.

Face à ces bouleversements, les Etats-Unis ont complètement modifié leurs stratégies politique et économique. Sur le plan politique, ils ont construit un monde unipolaire autour d'eux, refusant tout engagement multilatéral, prétendant au statut de nation élue, s'octroyant même le droit de manipuler l'information au motif de l'intérêt de l'humanité...

Sur le plan économique, ils s'affirment comme la puissance assureur et régulateur de l'économie mondiale, légiférant le monde en définissant eux-mêmes le cadre du capitalisme par des lois et des normes américaines d'ambition universelle.

Aux antipodes des Etats-Unis, la France ignore les bouleversements et duplique au niveau européen l'unilatéralisme américain par une attitude critique sans proposition concrète. Alors que le pays ne cesse de rigidifier depuis trois décennies les modes d'organisation public et privé, pesant sur la croissance et affaiblissant le lien social, l'écart se creuse entre la rhétorique de la puissance et les moyens de son exercice.

Défendant le couple franco-allemand comme seul moteur possible pour l'Europe mais freinant la réunification, défendant l'idéal d'une Europe politique mais s'opposant à toute

réforme au nom du statu quo agricole, la France risque par cette attitude, mélange d'arrogance et de légèreté, une marginalisation au sein de l'Europe. Au niveau mondial, face à la croisade américaine, la France a exalté la paix sans autre discours, sans recherche d'un véritable multilatéralisme pour contrer l'unilatéralisme américain et a ainsi contribué à compléter son isolement diplomatique.

Le recul de l'influence extérieure de la France n'est néanmoins que le reflet de la crise intérieure qui la ronge. Le blocage économique actuel s'inscrit dans la continuité d'un long mouvement de dégradation des performances économiques : le PIB de la France était en 1970 25 % supérieur à celui du Royaume Uni alors qu'il est désormais de 9 % inférieur. Les ressorts de la croissance et de l'innovation, tissu dense d'entreprises, attractivité des talents et cerveaux, mobilisation du travail, mobilisation des capitaux, sont aujourd'hui défailants. La France est en passe de devenir un désert industriel et entrepreneurial : la création d'entreprises a chuté de 22 % depuis 1980 ; les faillites s'accélèrent. La France vole au secours de ses grandes industries, telles Alstom, Alcatel ou France Telecom mais contribue, au même moment, à la ruine de ses industries compétitives par un frein systématique aux programmes de restructurations, un retard à l'internationalisation, une pression fiscale trop forte et une faible mobilisation du travail (la France affiche le plus faible taux d'emploi des pays développés).

Plus grave encore, la France s'est engagée dans un désarmement technologique et scientifique avec une spectaculaire perte de compétences : les étudiants se détournent massivement des disciplines scientifiques et l'effort de recherche régresse rapidement, nouvelle illustration du sacrifice de l'avenir au présent.

Le déclin s'explique par un manque de courage et d'engagement de la classe politique qui, s'en vouloir présenter la situation telle qu'elle est, préfère faire l'éloge de l'immobilisme et de l'exception française. Les réformes en sont d'autant plus limitées et échouent pour les raisons principales suivantes : l'absence d'engagement ferme du chef de l'Etat ou du Premier Ministre, le refus de toute réflexion sur les missions de l'Etat, réflexion qui permettrait une meilleure allocation des moyens, la volonté de privilégier un dialogue interne entre les responsables politiques et syndicaux excluant l'opinion publique, le caractère souvent technocratique et sectoriel des mesures au détriment de l'intérêt général. On observe un fort contraste entre l'accélération de la chute de France et la lenteur des réformes, contraste qui s'est accentué depuis 2000. Le choc politique de 2002, qui exprimait pourtant une révolte populaire face à la décomposition de la société, n'a pas permis d'inverser la tendance par l'émergence de réformes significatives ; le gouvernement actuel, au-delà du salutaire effort pour rétablir l'ordre public, semble mener sur le plan économique et social une stratégie incertaine et confuse au profit de revendications catégorielles qui conduit à la perte de contrôle des finances publiques.

La thérapie de choc appelée par le 21 avril n'a pas eu lieu. Le manque de courage et la peur des mouvements sociaux n'ont permis que des réformes tronquées qui accélèrent la chute de la France par une montée de la violence sociale, l'exaltation de la révolte et minent les ressorts d'une politique de redressement. S'installe alors l'idée que tout est permis, quelles qu'en soient les conséquences pour les générations futures : « De José Bové aux intermittents du spectacle, en passant ... par le chef de l'Etat, chacun prétend agir selon sa fantaisie ». Pourtant Dostoïevski le soulignait : « Toute société, pour se maintenir et vivre, a besoin absolument de respecter quelqu'un et quelque chose et surtout que ce soit le fait de tout le monde et non pas de chacun selon sa fantaisie ».

La gravité de la situation commande de recourir à une politique de réforme radicale, s'appuyant sur les atouts importants indéniables du pays : pôles d'excellence privés et publics, épargne abondante, chercheurs et main d'œuvre formés et qualifiés, infrastructures de qualité, situation géographique remarquable en Europe... Ces atouts sont des leviers puissants et pourraient permettre à la France de se libérer du conservatisme et de faire le choix de la réforme pour arrêter le déclin.

Nicolas Baverez fait, dans son ouvrage, une description noire de la classe politique française. Il décrit l'immobilisme et l'arrogance française qui conduisent aujourd'hui le pays à sa chute, mettant en exergue le manque de courage des dirigeants et leur incapacité à développer une véritable vision pour le pays. Si le constat est très critique, il repose néanmoins sur un certain nombre de faits et de chiffres réels. De plus, l'auteur dans sa conclusion laisse des perspectives d'espoir pour le pays et ses générations futures.